

ÉCONOMIE (DÉBATS AUTOUR DE L')

Le terreau idéologique de Mai 68 est donc un mélange complexe de renouveau d'un marxisme vivant et d'une critique qui ne s'en réclame pas exclusivement et dénonce l'aliénation plutôt que l'exploitation. Ces influences multiples expliquent pourquoi le mouvement de mai 1968 mêlera de manière étroite des revendications syndicalistes et des revendications plus larges de type autogestionnaire mettant en cause le pouvoir patronal

Les idées reposent sur une base matérielle, et c'est particulièrement vrai des idées économiques. Mai 68 va éclater au cœur de cet Âge d'or du capitalisme d'après-guerre que l'on baptisera plus tard les « trente glorieuses ». On parlera aussi de « fordisme » pour décrire cette période qui se prolongera jusqu'à la récession généralisée du milieu des années 1970. Cependant l'année 1967 est marquée par un retournement de conjoncture qui représente un tournant décisif aux États-Unis et ralentit la croissance dans toute l'Europe. En France, ce repli contribue à expliquer le regain des luttes ouvrières et la victoire très serrée de la droite en mars 1967. Cette récession n'efface pas pour autant les deux réussites de l'époque : une croissance rapide qui s'accompagne d'une progression équivalente du pouvoir d'achat moyen, et un taux de chômage qui reste très bas.

L'Âge d'or du capitalisme...

Quelques chiffres permettent de valider cette périodisation. Entre 1957 et 1973, le pouvoir d'achat double, et le taux de chômage reste inférieur à 2 % jusqu'en 1967. À titre de comparaison, le pouvoir d'achat n'a augmenté que de 14 % depuis le début des années 1980 soit l'équivalent - en un quart de siècle - de trois années de progression moyenne des « trente glorieuses ». Quant au taux de chômage (officiel), il fluctue aujourd'hui entre 8 et 10 %, sans parler de la précarité accrue. À ces résultats économiques, on peut ajouter le développement vigoureux de l'État social (retraites, sécurité sociale, chômage) que l'on peut mesurer par la croissance des budgets sociaux, qui passent de 5 % du PIB à la Libération à 11 % en 1968.

Il ne faudrait pas pour autant idéaliser cette période, sinon on ne comprendrait rien à l'explosion de Mai 68. Le tableau comporte en effet de larges zones d'ombre : la durée du travail est en 1968 plus longue de 20 % qu'aujourd'hui, les conditions de travail sont plus dures, et les inégalités de revenus plus marquées. Le débat sur la nature du capitalisme est donc balisé par ces deux caractéristiques : succès économiques et rudesse des conditions sociales. Mais la différence essentielle entre cette période et la nôtre porte sur la mal-

léabilité d'une société en profonde transformation : chaque individu dispose alors de perspectives de progression en quelque sorte garanties. Andrew Shonfield écrit dans *Le Capitalisme aujourd'hui* (1969) que « dans les pays capitalistes occidentaux, tout le monde – le gouvernement aussi bien que l'homme de la rue – trouve naturel que le revenu réel par habitant doive augmenter chaque année de façon sensible ».

L'économie est l'un des domaines où une approche matérialiste de l'idéologie dominante est la plus facile, parce que l'on peut y observer une corrélation étroite entre les performances du capitalisme et sa propre représentation. Il faut se transporter dans le temps pour se rappeler que l'approche keynésienne, tant décriée aujourd'hui, est alors absolument dominante et que les néolibéraux de l'époque sont à peu près réduits à l'état de secte.

La vision la plus largement répandue repose sur deux idées. La première est que le capitalisme a appris à se réguler depuis la crise des années 1930 : l'intervention de l'État et les budgets sociaux jouent un rôle de « stabilisateurs automatiques » et garantissent une croissance régulière. Le prix Nobel Paul Samuelson peut annoncer dans son manuel *Economics* que, « grâce à l'emploi approprié et renforcé de politiques monétaires et fiscales, notre système d'économie mixte peut éviter les excès des booms et des dépressions, et peut envisager une croissance régulière ». Ce que l'on nomme alors la « politique des revenus » assure la progression de la demande salariale et règle donc le problème des débouchés. Le capitalisme hyperconcurrentiel que nous connaissons aujourd'hui est relégué au magasin des ébauches inabouties, et les idéologues officiels passent leur temps à annoncer la fin de la lutte des classes.

La seconde thèse porte sur la convergence des systèmes, entre économies « décentralisées » et « centralisées », pour reprendre la terminologie de Raymond Barre, alors enseignant à Sciences-Po. Les pays dits socialistes introduisent des mécanismes de marché, tandis que l'intervention de l'État établit un système « mixte » dans les pays capitalistes avancés. C'est par exemple la lecture proposée par John K. Galbraith dans *Le Nouvel État industriel* (1967) ou par Shonfield : « Le marché classique des manuels d'économie, où les firmes luttent entre elles sans se soucier des conséquences possibles que leurs actions peuvent entraîner sur le marché dans son ensemble, n'a jamais été aussi éloigné de la réalité. »

... et sa critique

La question qui se pose alors est de savoir comment peut se développer la contestation d'un système qui fait valoir des succès réels. On pourrait dire que les critiques du capitalisme sont écartelées entre le dogmatisme et le modernisme. Dans le champ du marxisme, le PCF est dominant. Il regroupe

de nombreux économistes qui développent la théorie du CME (capitalisme monopoliste d'État) dont la synthèse sera publiée en 1971 dans leur *Traité d'économie marxiste*. Cette approche représente une transition entre la version catastrophiste qui proclamait contre toute évidence une « paupérisation absolue » – et dont le PCF vient à peine de sortir – et une approche nouvelle qui cherche à montrer que la fusion de l'État et des monopoles aggrave l'exploitation et conduit à une crise de « suraccumulation-dévalorisation », fondant ainsi la possibilité d'un large front antimonopoliste. La critique du capitalisme est rabattue sur une critique des monopoles. L'apparente orthodoxie de cette position conduit à un rejet vigoureux d'analyses néomarxistes comme celles de Paul Baran et Paul Sweezy (*Le Capitalisme monopoliste*, 1968) dénoncées comme platement keynésiennes mais aussi à des analyses impressionnistes selon laquelle les monopoles échapperaient à la loi de la valeur.

À l'autre bout de la palette critique, les « modernistes » considèrent que le fonctionnement plus régulé du capitalisme est un acquis durable sur lequel on peut s'appuyer pour introduire des réformes de structure débouchant sur un socialisme moderne. Le PSU est un creuset où se confrontent ces différents points de vue, influencés par le réformisme révolutionnaire d'André Gorz ou par l'analyse que fait Serge Mallet des potentialités autogestionnaires de la « nouvelle classe ouvrière ».

Rétrospectivement, l'une des approches les plus riches est celle d'Ernest Mandel qui se fixe une double tâche. La première est celle de restituer un marxisme vivant, avec en particulier son *Traité d'économie marxiste* paru en 1962 et une brochure, *Initiation à la théorie économique marxiste*, qui contribuera à ce renouveau dans les cercles militants. Le second objectif de Mandel est de proposer une approche véritablement dialectique combinant la compréhension des succès du capitalisme et une analyse renouvelée de ses contradictions. Dans « L'apogée du néocapitalisme et ses lendemains », un article paru dans *Les Temps modernes* en août 1964, il développe une analyse prémonitoire des facteurs persistants de crise dans le fonctionnement du capitalisme contemporain ; elle sera développée dans *Le troisième âge du capitalisme* dont la traduction française paraîtra en 1976. Ces analyses vont inspirer un groupe d'économistes animé par Pierre Salama et Jacques Valier qui lancera la revue *Critiques de l'économie politique* qui restera, jusqu'à sa disparition en 1985, une référence dans le champ de l'hétérodoxie.

Face à ce capitalisme relativement performant, la critique met en avant des aspects qualitatifs qui portent sur trois points essentiels : le rapport capital-travail, les rapports Nord-Sud, et la « société de consommation ». Ce que l'on baptisera « tiers-mondisme » joue un rôle absolument déterminant : toute une génération est en effet marquée par les révolutions anticoloniales et par l'expérience cubaine. Il existe une continuité entre les blessures profondes de

la guerre d'Algérie et la solidarité avec le Vietnam qui prend le relais. Les modèles cubains et chinois servent dans le même temps de référence à des courants qui se forment à la gauche du PCF. Une abondante littérature développe le thème du « pillage du tiers-monde » et la figure du Che devient une référence, directement pour la jeunesse radicalisée, mais plus largement aussi dans les débats sur le rapport au travail.

Le Che a ouvert avec deux économistes marxistes, Charles Bettelheim et Ernest Mandel, un débat fondamental sur le rôle respectif des stimulants matériels et moraux dans un processus de transition au socialisme. C'est au fond le même débat que l'on retrouve, à peine transposé, dans l'opposition entre les revendications quantitatives (augmentation des salaires) et la critique de la société de consommation qui porte des aspirations qualitatives (égalité sociale et pouvoir de décision des travailleurs). Ce débat n'est jamais complètement séparé d'un autre, qui porte sur les modèles de socialisme et qui cherche à faire sauter l'assimilation forcée entre stalinisme et socialisme qui convient aussi bien aux idéologues bourgeois (on dirait aujourd'hui néolibéraux) qu'aux admirateurs des démocraties populaires. Cette préoccupation sera évidemment nourrie par l'invasion de la Tchécoslovaquie par les chars soviétiques qui écrasent au mois d'août 1968 une expérience de socialisme démocratique.

Critique sociale ou critique « artiste » ?

Le terreau idéologique de Mai 68 est donc un mélange complexe de renouveau d'un marxisme vivant et d'une critique qui ne s'en réclame pas exclusivement et dénonce l'aliénation plutôt que l'exploitation. Les contributions d'Herbert Marcuse, d'Henri Lefebvre, des situationnistes et aussi en un sens des *operaïstes* italiens, participent de cet élargissement. Ces influences multiples expliquent pourquoi le mouvement de mai 1968 mêlera de manière étroite des revendications syndicalistes et des revendications plus larges de type autogestionnaire mettant en cause le pouvoir patronal. Ces deux composantes seront plus tard (en 1999) baptisées « critique sociale » et « critique artiste » par Luc Boltanski et Ève Chiapello dans *Le Nouvel Esprit du capitalisme*. Mais cette opposition reconstruite a posteriori n'était pas aussi marquée à l'époque.

On peut en donner quelques exemples à partir des programmes des partis de gauche parus après 1968, mais avant la crise de 1974-1975. Dans *Le PSU et l'avenir socialiste de la France* paru en 1969, on retrouve des éléments du « contre-plan » élaboré un an avant 1968, et qui préconisait en même temps des mesures autogestionnaires et une croissance dopée à 7 % par an ! Les programmes du PCF (*Changer de cap*, 1971) et du PS (*Changer la vie*, 1972) mélangent aussi des revendications classiques (salaire minimum, durée du

travail) et d'autres qui visent à réduire les inégalités et à élargir les droits d'intervention des travailleurs.

À côté des programmes, les luttes sociales de l'époque, dont Lip représente la figure emblématique, portent des objectifs classiques de défense de l'emploi et d'augmentation des salaires, mais posent aussi la question du pouvoir dans l'entreprise. La bataille pour des augmentations de salaire égales pour tous – à l'encontre des augmentations en pourcentage revendiquées par la CGT – introduit une dimension anti-hiérarchique qui perpétue l'« esprit de mai » sur le terrain social.

La planification est un autre thème central, qui se combine avec celui de l'autogestion. L'idée fondamentale est que la société doit se donner les moyens de maîtriser ses choix. Les objectifs et les priorités doivent donc être définis démocratiquement, puis ces orientations doivent être appliquées en utilisant le levier d'un secteur public élargi ou celui d'un crédit nationalisé. Cette perspective est portée notamment par la CFDT et par la plupart des courants d'extrême gauche. Ainsi, en 1972, *Ce que veut la Ligue communiste* demande un retour immédiat aux 40 heures (vers les 35 heures), et avance la perspective de nationalisation sous contrôle ouvrier des secteurs clés de l'économie.

La vision partagée à l'époque par les critiques du capitalisme a été paradoxalement formulée par Giscard lors de la campagne présidentielle de 1974 : « au-delà de 40 % de prélèvements obligatoires, c'est le socialisme ». On peut en effet parler d'un processus de socialisation qui se traduit par un élargissement progressif des droits : nouveaux droits dans l'entreprise, développement des services publics et de l'État social. Le chômage commence à augmenter lentement, passant de 300 000 à 600 000 entre 1963 et 1973, tout en restant à un niveau très inférieur à son niveau actuel. Mais les chômeurs de l'époque sont mieux traités qu'aujourd'hui, avec une indemnité qui représente 90 % de leur salaire. La durée du travail baisse de 1850 à 1750 heures par an entre 1968 et 1974, soit autant qu'entre 1950 et 1968. La part des salaires dans la valeur ajoutée des entreprises se maintient jusqu'en 1973 à un niveau plus élevé d'environ six points de PIB par rapport à ce qu'elle est aujourd'hui.

La revanche de l'économique

Ce contexte permettait de penser que la période ouverte par 68 allait se poursuivre par d'autres moyens, sous forme d'une victoire électorale (l'Union de la gauche et son programme commun de 1972) ou d'une crise révolutionnaire dont Mai 68 n'aurait été que la « répétition générale », pour reprendre la formule de Daniel Bensaïd et Henri Weber. Mais cette linéarité va être brisée sur le terrain économique, par deux phénomènes presque simultanés :

l'ouverture des frontières et l'entrée en crise. Sur le premier point, la droite et le patronat étaient partagés entre la stratégie pompidolienne de construction de « champions nationaux » appuyés sur les liens entre l'État et les grands groupes industriels, et un redéploiement industriel tourné vers les marchés extérieurs qui avait la faveur d'une droite plus libérale et des fractions les plus internationalisées du patronat. Le thème avait été mis à la mode dès 1967 avec le livre de Jean-Jacques Servan-Schreiber, *Le Défi américain*, et repris par des auteurs comme le giscardien Lionel Stoleru qui publie *L'Impératif industriel* en 1969. L'extraversion du capitalisme français aurait pu prendre la forme d'un processus continu, mais c'est sa combinaison avec l'entrée en crise en 1974 qui va profondément transformer la conjoncture politique, aussi bien qu'économique.

Toutes les composantes de la gauche vont se trouver déséquilibrées par les effets de la crise. La gauche réformiste va réduire la voilure et se résoudre à des concessions, sur le modèle du « compromis historique » italien. Ce recul allait contribuer à un certain décrochage de la gauche révolutionnaire dont les réponses apparaissent essentiellement politiques et propagandistes. En avril 1974, une brochure de la future LCR (frappée à ce moment de dissolution) propose un programme d'action, *Face à la crise*, qui avance des mesures classiques (non aux licenciements, Smic à 1 500 francs) tout en cherchant à lancer un pont vers une perspective socialiste, autour de la notion de contrôle ouvrier. Mais les idées ne se développent pas indépendamment des mobilisations, et la fin de l'épopée des Lip, qui coïncide à peu près avec l'entrée en crise et la victoire de Giscard en 1974, contribuera à limiter l'impact des propositions radicales.

La critique anticapitaliste s'émousse. L'école régulationniste naît en 1976 avec la parution du livre de Michel Aglietta, *Régulation et crises du capitalisme*. Sa trajectoire est significative : elle se construit au départ en opposition au marxisme ossifié du PCF et gagne une véritable hégémonie dans le champ de l'économie critique ; mais elle va progressivement se diluer dans la recherche d'un impossible nouveau modèle social-démocrate.

Dans ses involutions, la crise joue un rôle essentiel. Le capitalisme y répond par une série de mutations qui le ramènent à une sorte d'état naturel. Ses prétentions à garantir le plein-emploi et la progression du niveau de vie sont abandonnées. Les critiques du capitalisme sont ainsi paradoxalement déstabilisées par la crise d'un système dont elles ne cessaient pourtant d'analyser les contradictions. La perspective d'une transformation graduelle perd toute validité, même s'il faudra l'expérience de la gauche au pouvoir pour le constater. Il n'existe alors que deux réponses cohérentes à la crise. Celle des capitalistes consistera à en tirer profit pour modifier profondément le rapport capital-travail et initier une lente déconstruction du modèle social. Après quel-

ques années de tâtonnements keynésiens, le tournant « vers la rigueur » sera pris dès 1982. L'autre issue possible était de franchir un pas supplémentaire dans le processus de socialisation en choisissant de répondre à la crise par une incursion systématique dans la propriété privée.

On sait ce qu'il en advint. La gauche réformatrice a dégringolé sur la pente savonneuse des compromis raisonnables, entraînant avec elle toutes les idées de transformation sociale, qu'il s'agisse des nationalisations, de la planification ou de l'autogestion. Peu à peu les thèses libérales vont prendre leur revanche sur le keynésianisme dominant avant 68 et s'établir en un véritable dogme où les lois de l'économie sont présentées comme incontournables, et où toute tentative de les remettre en cause est dénoncée comme une folie lourde de catastrophes.

Nouveau cours du capitalisme

Les idées de 1968 étaient donc porteuses d'un projet global et radical de transformation de la société. Si elles sont venues se briser sur le nouveau cours du capitalisme – dans le domaine économique comme dans bien d'autres – ce n'est pas en raison d'une incapacité congénitale à dépasser une critique « artiste » opposée à une critique « sociale ». Les causes réelles sont plutôt à chercher du côté des renoncements réformatrices face à la crise et à la montée du chômage. Les revendications quantitatives de la critique syndicaliste (« augmentez nos salaires ») n'étaient pas suffisantes pour affronter un tel choc. C'est plutôt l'incapacité du mouvement ouvrier de reprendre à son compte les revendications qualitatives de la critique radicale (« le pouvoir aux travailleurs » et pas seulement « jouir sans entraves ») qui a conduit à la régression.

Le tournant libéral ne s'est donc pas appuyé sur une récupération habile des idées de Mai, cette « ruse du capital » dont Régis Debray parlait en 1978 dans *Modeste contribution aux cérémonies officielles du dixième anniversaire*, mais plus matériellement sur le chômage de masse, qui a permis d'enclencher une offensive généralisée contre les salaires puis contre l'ensemble des droits sociaux. Durant sa campagne, Nicolas Sarkozy est allé jusqu'à affirmer que « le culte de l'argent roi, du profit à court terme, de la spéculation, comment les dérives du capitalisme financier ont été portées par les valeurs de Mai 68 ». Ces énormités confirment que « plus un mensonge est gros, et plus les gens y croient » et révèlent une haine de classe inscrite de manière quasi-génétique au plus profond de l'inconscient bourgeois. Mais elles ne peuvent se déployer que si l'on oublie que Mai 68 a été la plus grande grève ouvrière dans l'histoire de la France et qu'elle était porteuse d'une volonté de transformation sociale qui ne se limitait pas à une « révolution des mœurs ». Aujourd'hui, la réalité du capitalisme est lourde d'une critique des fondements mêmes de ce

ystème. Le chemin sera sans doute long, mais les mouvements à venir ne manqueront pas de retrouver et actualiser les utopies concrètes de Mai 68.

MICHEL HUSSON

► *Autogestion, classes sociales, OS*